

ciation canadienne de producteurs de pétrole indépendants concernant les perspectives de production et de vente du pétrole brut canadien. Il s'agit de la maison d'experts-conseils W. S. Levy and Company Incorporated. Ce rapport a trait au marché de Montréal et voici ce qu'on y déclare :

Si l'accès au marché de Montréal permettait la production accélérée de pétrole brut canadien, l'industrie productrice pourrait accepter une réduction considérable des prix du pétrole brut sans subir de pertes. Par exemple, si la production était accrue de 200,000 barils par jour, le prix du pétrole brut pourrait être réduit d'environ 22c. le baril, sans que la valeur pondérée actuelle de la production future ne soit réduite, même en tenant compte d'un facteur de pondération de 5 p. 100. Et les frais de transport à destination de Montréal pourraient peut-être être diminués de 13c. le baril, si le volume de pétrole brut transporté à Montréal était assez important et si le volume transporté dans l'Est de l'Ontario était accru.

Et voici la fin du rapport :

Le marché de Montréal est un choix possible, mais moins attrayant du point de vue économique. Toutefois, si le Canada, malgré l'accroissement de sa capacité de production, ne peut acheminer une quantité suffisante vers les marchés américains, ou encore si une incertitude prolongée fait sérieusement échec à l'encouragement de la mise en valeur du pétrole canadien, l'acheminement du pétrole canadien vers Montréal pourrait être considéré comme une solution de rechange. Au moins, si l'accroissement des exportations—la solution idéale—nous échappait, la préférence pour le pétrole étranger vendu à bon marché à Montréal pourrait aussi faire l'objet de réserves.

On prétend parfois que si nous tentons de transporter du pétrole brut canadien à Montréal, les sociétés internationales qui possèdent des puits de pétrole au Canada, au Venezuela et au Moyen-Orient, pourraient réduire leurs prix à la livraison au port de Montréal, afin de prouver qu'il serait peu rentable d'y acheminer du pétrole canadien. En somme, elles ne réduiraient pas leurs prix, elles les fixeraient en fonction du coût du pétrole brut canadien.

L'entrée en franchise à Montréal ne nous procure aucun avantage. Ces sociétés rajustent leurs prix pour être certaines de maintenir la position privilégiée qu'elles occupent actuellement en raison du coût du pétrole à Montréal. Elles ont l'appui de notre politique nationale du pétrole. En ce qui concerne le pétrole canadien, il n'y a donc vraiment qu'une question à poser, et c'est celle-ci : le Parlement, agissant au nom du peuple canadien, va-t-il déterminer la nature que prendra l'industrie pétrolière en fonction des meilleurs intérêts des Canadiens, ou allons-nous remettre cette industrie aux mains de compagnies internationales pour qu'elles l'exploitent dans leur propre intérêt?

• (5.50 p.m.)

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord) :** Monsieur l'Orateur, si je participe au présent débat, ce n'est pas pour défendre une industrie particulière, mais c'est parce qu'il est grand temps me semble-t-il, que quelqu'un de l'Ouest du Canada cherche à défendre les intérêts de cette région du pays. Il a été question des régions septentrionales, et ce que j'ai à dire se rattache aux arguments qu'on a avancés. Nous avons parlé d'exploration dans le Nord et de ses répercussions sur d'autres réserves de pétrole et ressources énergétiques du Canada, particulièrement celles de l'Ouest du pays.

Quand le premier ministre (l'honorable M. Trudeau) s'est rendu à Calgary pour y parler de l'industrie du pétrole—il est possible que je sois mieux placé pour le signaler que la plupart des autres députés qui sont renseignés sur la question—il ne s'est pas adressé aux personnes qui connaissaient l'industrie, qui s'en occupent ou qui y ont des intérêts financiers. Je ne fais pas allusion uniquement aux compagnies, mais aussi à la population de l'Alberta. L'industrie fournit beaucoup d'argent au Trésor, car notre province est la seule qui n'ait pas de taxe de vente. Même mes propres amis de gauche, je pense, y verraient un certain avantage économique.

Le premier ministre n'a pas abordé avec l'industrie pétrolière les problèmes commerciaux. Pourquoi? Parce que le premier ministre s'est rendu aux États-Unis rencontrer le président de ce pays—il avait apporté plusieurs serviettes de documents sur divers sujets—et il a laissé à Washington l'impression que nous, au Canada, allions nous retirer de la défense collective du monde occidental. Il s'est entretenu avec le président des États-Unis, ses conseillers et les membres de son administration. Quand le président des États-Unis était vice-président de ce grand pays, il éprouvait une certaine sympathie pour le Canada, mais, à cette occasion, il a témoigné peu de sympathie pour les arguments du premier ministre sur la question du commerce canadien en matière de pétrole et de blé à cause de notre position à l'égard de l'OTAN.

Je crois que le président des États-Unis a déclaré au premier ministre que nous ne voulions pas nous acquitter de nos responsabilités nationales à propos de la collaboration avec le monde occidental. On ne peut négocier avec l'autre partie du monde qu'à partir d'une position de force et non pas de faiblesse. En matière de défense, nous adoptons la politique française de de Gaulle. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a déclaré aux États-Unis que nous allions nous retirer entièrement de l'OTAN. C'est pourquoi on a si mal accueilli son attitude à l'égard des